

Quelle contribution des savoirs féminins à la sécurité alimentaire ?

L'institutionnalisation de l'approche genre a pour objectif de réduire les inégalités de genre et de revaloriser le travail des paysannes, leurs savoirs, d'être un levier d'émancipation et de transformation sociale. Deux personnes impliquées à l'échelle régionale et au Cameroun partagent leur analyse : quelles sont les dynamiques actuelles, quels impacts sont observables ?

Grain de sel (GDS) : Dans quels termes sont débattus les enjeux autour des inégalités de genre dans les sociétés africaines ? Quels liens sont faits entre savoirs féminins et sécurité alimentaire et nutritionnelle ?

Thaddée Yossa (TY) : On parle ici de savoirs féminins qui sont transmis entre femmes, souvent de façon informelle et intergénérationnelle, et qui sont liés à leur statut, aux rôles qu'elles jouent dans la famille, dans la communauté (p. 8-9). Le champ de ces savoirs est très vaste, notamment dans la sphère domestique : le *care*, la protection de l'enfant, l'éducation, la maternité. Sans l'avoir appris dans les systèmes de formation, elles maîtrisent des savoir-faire très spécifiques sur toute la chaîne de la filière agricole : des façons de semer, entretenir, récolter ou de traiter certaines plantes, d'utiliser et conserver les produits pour l'alimentation et la nutrition de la famille. Elles ont le statut de nourricières et c'est une grande responsabilité. Elles vont savoir exactement quelles plantes cultiver en fonction des sols pour avoir de bons rendements.

En termes de conservation des produits vivriers, elles ont aussi une grande expertise : conserver d'abord l'iode du sel pour ensuite l'utiliser pour la conservation du poisson, produire du vinaigre avec des épluchures de plantains, utiliser la cendre pour protéger les semences sont autant de savoirs que les femmes détiennent.

Mais il n'y a absolument pas de débat là-dessus dans la société camerounaise ! Les questions sur l'importance des rôles et des savoirs de femmes se discutent davantage dans les articles des universitaires et des scientifiques, dans les documents de politiques et de stratégie élaborés par les départements ministériels. Mais au sein des communautés, les inégalités sont vécues comme "normales". La division sexuelle du travail peut l'expliquer en partie, tout comme le contexte culturel très patriarcal : on sait que le champ du mari c'est pour le mari tandis que le champ de la femme c'est

pour la famille. La femme travaille dans le champ du mari avant d'aller au sien et doit rendre compte de sa production à celui-ci. Dans un contexte d'élevage, les femmes contribuent beaucoup au soin du bétail, à leur alimentation et à l'abreuvement, élèvent effectivement les animaux mais ne peuvent pas toujours vendre ni le bétail ni même le lait (p. 25). Certaines s'adaptent pour contourner les contraintes, en cachant leur investissement chez des membres de leur famille par exemple.

LA SPÉCIALISATION
ET LE CLOISONNEMENT
DES CHAMPS
DE COMPÉTENCES
DES AGENCES
DE DÉVELOPPEMENT
NE PERMETTENT
PAS TOUJOURS
DE RÉPONDRE AUX BESOINS
LES PLUS CRUCIAUX
DES FEMMES

Khady Fall Tall (KFT), AFAO : Effectivement les savoirs féminins sont très vastes et sont à la base même de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en Afrique. Les repas se font au foyer après de longues préparations. Le repas est le résultat de tout un processus de transformation des graines, de cuisson, de dosage. Cette transformation est parfois très rude et complexe et demande des savoirs et de la technologie. Le fait de transformer la poudre de farine en semoule c'est bien de la technologie, tradi-

tionnelle certes, mais qui a autant de valeur qu'une autre. Il n'y a pas de statistiques pour prouver l'apport des femmes dans la sécurité alimentaire, beaucoup de savoirs sont "invisibles".

Pour autant, posez la question là-bas, ce sera évident : chaque africain-e sur le continent peut valider le fait que les femmes sont les nourricières. Et c'est à partir des évidences qu'on peut construire un plaidoyer, même si les chiffres manquent. Les inégalités de genre sont effectivement normalisées, et elles commencent dès la naissance ! Vous avez une fille et un garçon, vous envoyez le garçon à l'école, la fille reste faire la vaisselle. Aujourd'hui les filles sont plus brillantes à l'école que les garçons mais à l'université elles représentent moins de 2 % des élèves. Et cela se répercute ensuite dans tous les domaines de la vie sociale et produit cette articulation entre sphère productive et reproductive, cette charge de corvées considérées comme féminines.

À l'âge adulte se perpétuent des inégalités extraordinaires dues à la religion notamment. Mais il y avait des traditions avant les religions. Et dans ces traditions précoloniales nous avons des Reines, des femmes qui livraient des batailles, qui conduisaient des troupes. On a du mal à comprendre pourquoi aujourd'hui la plupart des pays africains ont changé pour se moderniser dit-on, mais avec des femmes qui retournent à la maison en grande partie.

GDS : Les femmes ont-elles conscience de la valeur essentielle de leurs savoirs ?

Quels espaces leur permettent d'en prendre conscience, de les revendiquer et comment les valoriser ?

TY : Oui, et pour ça elles déploient des efforts pour s'assurer que la transmission intergénérationnelle continue, et ça ne se fait pas dans le désordre : on transmet aux personnes qu'on aime bien, à qui on veut offrir quelque chose. C'est peut-être ça le problème, c'est un transfert qui se fait uniquement par l'expérience et par le coaching,



des savoir-faire qui n'ont pas été documentés, normalisés et donc ça diminue la possibilité de les valoriser.

Néanmoins peut-être qu'elles ne veulent pas plus de visibilité au sens du marché, au sens occidental. En effet, les femmes ont été pratiquement formatées pour être de bonnes épouses, de bonnes mères qui apportent une contribution significative à la communauté.

C'est donc des cercles familiaux et communautaires qu'elles attendent, et qu'elles reçoivent souvent une valorisation, une reconnaissance symbolique, jamais économique ou financière. Par exemple on va dire que telle femme connaît les herbes qui permettent de guérir les nourrissons ou qu'elle prépare un bon "koki": une sorte de gâteau de haricots qui pour être apprécié doit être emballé dans des feuilles de bananiers (et non dans des boîtes en métal), doit être écrasé sur la pierre (et surtout pas au moulin électrique). Le koki préparé de façon différente présente une différence de goût, de parfum, qui dépend aussi de tout le savoir-faire culinaire de la femme qui s'en est chargée. Les femmes qui cuisinent de façon traditionnelle sont valorisées et elles en tirent une grande fierté. Ceci fonde leur réputation.

Au niveau de la production agricole, on sait exactement qui sont les femmes qui ont la

maîtrise du calendrier agricole et qui ont de bons rendements. Un homme va dire à son fils : "Quand tu vas épouser ta femme il faudra l'envoyer chez telle maman pour qu'elle soit formée à la cuisine, pour qu'elle lui explique comment et à quel moment on sème les haricots pour avoir un meilleur rendement, comment est-ce qu'on conserve le manioc". C'est ça leur valorisation. Et on peut les comprendre ! Si vous détenez un savoir mais que personne ne vient jamais vous solliciter vous n'êtes pas valorisé-e.

Les femmes camerounaises détentrices de savoir-faire exceptionnels ne sont valorisées ni sur le marché, ni par une reconnaissance formelle ou un revenu associé au savoir (p. 31), mais au sein de la communauté.

KFT : Je ne suis pas d'accord. À mon sens les femmes ont tout un tas de savoirs mais au-delà du sentiment de fierté intra-communautaire possible que vous évoquez, il me semble qu'elles n'ont pas vraiment conscience du potentiel de ces savoirs, ni de leur propre potentiel. Effectivement, sans les femmes personne ne mangerait plus. Pour autant elles restent majoritairement soumises à leur mari, elles travaillent gratuitement au champ puis à la maison.

De la même manière que l'Afrique n'a pas encore vraiment conscience de son rôle dans la géopolitique mondiale, les femmes

rurales n'ont pas conscience de leur valeur. Heureusement, beaucoup d'organisations de femmes (p. 23-24 et 34-35) et d'ONG se sont saisies de la question et ont effectivement permis de renforcer leur leadership, d'appuyer l'alphabétisation, de rendre accessibles des formations, etc.

Mais globalement, les femmes sont majoritaires dans le domaine agricole alors qu'elles ne disposent que de 10 à 15 % des terres disponibles. Si les organisations de femmes sont très actives, elles manquent tout de même de moyens.

GDS : Les savoirs des femmes sont souvent dévalorisés, elles ont aussi peu accès aux formes institutionnelles de transmission de savoirs que sont l'école ou le conseil agricole. Comment sortir de ce cercle vicieux ?

TY : Dans le contexte globalisé, les gens se détournent progressivement des savoirs traditionnels pour se tourner vers la modernité, les savoirs normalisés. Les savoirs féminins dont il est question sont pratiques, pas forcément formalisés, les femmes ne peuvent pas les expliquer en s'appuyant sur une démarche scientifique à proprement parler. Leurs savoirs sont pourtant basés sur l'observation, le bon sens, l'expérience intergénérationnelle.

Une piste serait donc de tenter de formaliser ces savoirs transmis de manière informelle, comme le font certaines associations de la société civile, même si leur action reste marginale. Comment documenter, capitaliser et conserver ces savoirs de manière à avoir une transmission qui ne repose plus uniquement sur la mentore et la personne formée ? Le jour où on invitera les femmes rurales dans les écoles d'agriculture à partager leur expérience avec les élèves, on leur aura vraiment donné une voix. Cela permettra de vulgariser et de donner de la valeur à ces connaissances.

L'essor du numérique a aussi suscité beaucoup d'espoirs, des projets de radios communautaires (p. 33) qui fonctionnaient très bien ont été abandonnés au profit de pôles de technologies et d'information en milieu rural. Pourtant on sait bien que ce n'est pas qu'un problème d'accès à l'information, mais aussi de temps disponible : les femmes sont prises dans des enjeux de court terme c'est difficile pour elles de dégager du temps pour aller se former ou de l'argent pour investir dans un téléphone Android.

Quand je réalise des études, des formations ou des activités d'alphabetisation en zone rurale, les femmes ont du mal à se rendre disponibles pour assister dans de bonnes conditions et c'est un cercle vicieux difficile à casser (p. 18).

KFT : Une partie des solutions se trouvent du côté de l'éducation, de la formation continue. Ce n'est d'ailleurs pas parce que les femmes ne sont pas allées à l'école qu'elles n'ont pas de savoir-faire. Elles sont très intelligentes et capables de faire des choses extraordinaires. Je l'ai appris quand on a ouvert le centre de l'AFAO, les produits finis qu'elles en sortent sont extraordinaires.

Les défis de l'Afrique ne peuvent pas être pensés uniquement en partant de l'instruction de base. Et il faut bien différencier l'éducation de l'instruction. L'école instruit mais tout le monde sait qu'en Afrique ce sont la famille et la communauté qui éduquent. On ne réussira pas à faire toute son instruction à une femme rurale de 40 ans, mais on devrait se concentrer sur ses savoir-faire. Apprendre à lire et à écrire bien sûr, mais que les femmes se concentrent ensuite sur ce qu'elles savent faire, leur intelligence et leurs mains ! Toute une génération de femmes rurales, sans instruction ont pourtant grandi dans un champ, elles sont nées dans l'agriculture.

Comment valoriser et capitaliser les conseils endogènes qu'elles sont capables de donner ? C'est tout un boulevard de travail, mais quand on regarde les projets, on se rend compte que tout le monde fait la même chose, ces pistes ne sont pas explorées.

GDS : *Le genre est désormais un axe omniprésent des projets de développement, notamment agricoles. Quelles évolutions et quel impact sur le terrain ?*

TY : Aujourd'hui l'action des acteurs du développement ne permet pas toujours de répondre aux besoins les plus cruciaux des femmes. Une des causes est la spécialisation des champs de compétences des agences qui induit un fort cloisonnement des interventions. Par exemple, un partenaire technique dont le mandat porte sur l'alimentation et la nutrition s'intéresse aux défis que rencontrent les femmes sur les marchés alimentaires pour apporter une réponse. Mais il est buté lorsque les femmes formulent clairement leurs priorités, comme par exemple installer des toilettes décentes dans les marchés publics ou mettre en place un système de garde d'enfants. L'approche reste centrée sur l'offre et n'est pas encore suffisamment tirée par la demande. Cette spécialisation à outrance induit un comportement opportuniste des populations bénéficiaires.

À la question de savoir quels sont leurs besoins prioritaires, les répondants vont indiquer le besoin correspondant au dessin sur le véhicule de l'agence d'aide ! Ils vont dire électrification, eau potable, semences ou micro finance, non pas parce que ce sont leurs besoins prioritaires, mais parce que c'est cela que le projet peut offrir. Il faut partir du bas pour faire remonter les demandes, les besoins, et pas l'inverse. Par ailleurs, il faut dire que l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas encore vécue dans les réalités quotidiennes. Et les responsables sectoriels n'intègrent pas encore le genre de façon transversale dans leurs interventions. Ils n'ont ni les compétences, ni les outils, mais plus grave, continuent à penser qu'il vaut mieux utiliser les ressources affectées à la promotion de l'égalité pour financer un peu plus de réalisation technique.

On aura avancé d'un grand pas le jour où ces responsables admettront que le choix se situe entre une activité qui réussit parce qu'elle intègre transversalement le genre et une activité qui ne le fait pas et qui ne peut produire les performances acceptables. C'est difficile parce que le genre s'est imposé comme une composante prescriptive des projets (p. 10-11), en affichage, alors que sur le terrain, personne ne veut du genre transformationnel. On a de très bons cadres politiques sensibles au genre, mais dans les communautés ça avance très lentement. Ces changements relèvent de la pensée collective.

KFT : En termes d'impact, je crois que les résultats probants viennent des organisations de femmes et des acteurs non étatiques. Les projets de développement, les concepts et les cadres viennent d'en haut et ne sont pas faciles à transposer dans les mentalités et sur le terrain. Le mot genre lui-même pose problème. Depuis Beijing en 1995, la communauté internationale brandit partout le concept, mais c'est perçu comme un fourre-tout, une catégorie et pas un outil opérationnel. Tout ce que la société n'arrive pas à gérer de façon formelle se retrouve dans le mot genre : les femmes, les jeunes, la communauté LGBT. C'est la raison pour laquelle on ne peut pas avoir de résultats saillants. D'où vont sortir les résultats ? Les indicateurs et les quotas ne disent rien de la réalité vécue. Ce terme de genre mérite d'être réévalué par la communauté internationale parce qu'il a dilué le poids, l'importance, l'accent que nous devrions mettre sur les femmes en priorité (p. 6-7). Arrêtons de les considérer de la même façon que les minorités. Il faut absolument soutenir les groupements féminins, qui sont des espaces où elles se vivent comme actives, détentrices d'un savoir et d'un pouvoir.

À mon sens, seules les actions émanant de la société civile ont de réels impacts : elles partent de la réalité du terrain en pleine connaissance du contexte. ■

Thaddée Yossa



yosathaddee@yahoo.fr
Promoteur du cabinet Multipolaire spécialisé dans les études et recherches sur l'enfance et l'égalité femmes - hommes, il a 34 années d'expérience de planification, mise en œuvre et évaluation de politiques, stratégies, et projets de développement financés avec l'appui des agences de coopération internationale.

Khady Fall Tall



afaowawa@afaowawa.org
Présidente de l'AFAO WAWA - Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest - présente dans 17 pays et mise en place en 2005 par des femmes leaders de la région pour agir notamment sur la situation de pauvreté, d'analphabétisme et de manque de capacités des femmes d'Afrique.